

L'ENGAGEMENT POLITIQUE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DANS LE PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (1990-2020)

Par

Honoré FWANGI LUFUNDA

Doctorant en Sciences Politiques et Administratives à l'Université de Kinshasa

RÉSUMÉ

Cet article porte sur l'engagement politique de l'Église catholique au processus de démocratisation en République démocratique du Congo depuis 1990 jusqu'en 2020. Il relève les activités de l'Église catholique en vue de favoriser la participation politique des citoyens conformément aux fonctions d'intégration sociale et de contestation politique (l'Église). Il débouche sur une réflexion prospective de la consolidation démocratique par l'élargissement de la participation politique des citoyens dans le pays.

Mots-clés : *Engagement politique, processus de démocratisation, participation politique citoyenne, mobilisation sociale, Église, Etat, élections, marches de rue, intégration sociale, contestation sociale.*

ABSTRACT

This article focuses on the political involvement of the Catholic Church in the democratization process in the Democratic Republic of Congo from 1990 to 2020. It notes the activities of the Catholic Church to promote the political participation of citizens in accordance with the functions of social integration and political contestation (the Church). It leads to a prospective reflection on the democratic consolidation through the expansion of the political participation of citizens in the country.

Keywords: *Political commitment, democratization process, citizen political participation, social mobilization, Church, State, elections, street marches, social integration, social contestation.*

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo, à l'instar des autres pays du Tiers monde, croupit dans le sous-développement. Des chercheurs de diverses disciplines explorent des voies et moyens en vue d'endiguer ce fléau endémique. Pour certains d'entre eux, la cause de cette stagnation politique se trouve entre autres dans le déficit de la participation des citoyens dans les

affaires publiques. Mabi Mulumba constate que « les contre-performances économiques et sociales enregistrées en République démocratique du Congo s'expliquent par le fait que la définition des options fondamentales et des programmes d'action n'a pas été l'affaire du peuple mais celle des dirigeants qui n'avaient pas des comptes à rendre »¹. De ce fait, il est à observer que la participation politique citoyenne en RD Congo existe, mais à un niveau moindre. Il faudrait l'hisser à un niveau maximum par rapport à la culture politique de participation dans laquelle «les individus agissent sur le système politique pour en infléchir la marche, l'orientation et le rythme »² pour qu'elle permette le développement politique national. Car, avec la manifestation publique (émeutes) des Congolais le 4 janvier 1959 qui a contraint la Belgique à précipiter l'indépendance du Congo, on se rend compte que la participation politique citoyenne était présente. Mais, elle a été amenuisée dans le temps avec la répression des divers régimes politiques autoritaires³ qu'a connus le pays depuis 1960.

Ainsi, cette réflexion sur l'engagement politique de l'Eglise catholique dans le processus de démocratisation entre 1990 et 2020 en République démocratique du Congo ambitionne d'apporter les grilles de compréhension de cette situation de déficit participatif populaire. Elle vise à analyser et expliquer les activités que l'Eglise catholique a entreprises afin de favoriser la participation politique des citoyens, d'une part, et, d'autre part, à proposer des pistes d'élargissement de cette implication politique citoyenne dans le cadre de la consolidation démocratique.

Ceci étant, la préoccupation de cette étude s'articule autour des questionnements ci-après : quelles sont les activités politiques et citoyennes entreprises par l'Eglise catholique en vue d'une plus grande participation des citoyens dans la politique active en République démocratique du Congo entre 1990 et 2020 ? De quelle manière l'élargissement de cette participation pourrait-il se réaliser dans le cadre de la consolidation du processus de démocratisation ?

¹ MABI Mulumba, *Les dérives d'une gestion prédatrice. Le cas du zaïre devenu République démocratique du Congo*, Kinshasa, CEDI, 2002, pp.273-274.

² MOVA Sakanyi, H., *Vivement les élections ? Peuple, libération et démocratie*, Kinshasa, Safari, 2006, p.72.

³ Les cas, par exemple, de la répression :

- de la contestation estudiantine du 4 juin 1969 où les étudiants réclamaient l'amélioration de leurs bourses d'étude et l'indépendance de l'Université sous la Deuxième République ;
- de la marche des chrétiens du 16 février 1992 où ils revendiquaient la réouverture des travaux de la Conférence nationale Souveraine (CNS) sous la transition politique ;
- des marches de rue organisées entre 2016 et 2018 par le Comité Laïc de Coordination et l'Opposition contre le troisième mandat du président Joseph Kabila et pour exiger l'alternance politique sous la Troisième République.

En guise d'hypothèses, nous pensons que la participation politique citoyenne en République démocratique du Congo entre 1990 et 2020 s'est accrue en passant de la culture politique de sujétion ou passive à la culture politique de participation ou active suite entre autres à l'éveil des consciences des citoyens au travers des messages des évêques (acteurs catholiques d'en haut ou conférence épiscopale nationale du Congo, Cenco en sigle, d'une part, et, d'autre part, à l'organisation des marches pacifiques des chrétiens (acteurs catholiques d'en bas ou comité laïc de coordination, CLC en sigle. Ces activités ont favorisé la participation politique citoyenne conventionnelle à travers le processus électoral et la participation politique non conventionnelle par le biais des manifestations de rue. Par ailleurs, l'élargissement de la participation politique citoyenne en RD Congo devrait se réaliser par un contrat de partenariat entre l'Etat congolais et l'Eglise catholique afin que celle-ci fasse profiter sa capacité mobilisatrice au pays dans le contexte de la consolidation démocratique.

Pour arriver à rendre compte de notre objet de recherche, nous avons colligé deux types d'informations : des données documentaires et des données empiriques recueillies sur le terrain au moyen d'entrevues et d'observation. La première catégorie est constituée de la littérature qui existe sur la question Eglise-Etat, les déclarations et messages de la Cenco et autres documents tels que les articles de presse.

La deuxième catégorie de données est constituée par des informations recueillies sur le terrain auprès des acteurs-clés du système politique congolais, à savoir : les hommes d'Eglise, les acteurs politiques, les activistes de la société civile et les citoyens. Nous avons utilisé l'entretien semi-direct. Dans celui-ci, le chercheur dispose d'un guide d'entretien, sans pour autant poser nécessairement toutes les questions et ayant la latitude de poser quelques questions supplémentaires d'approfondissement ou de clarification⁴. L'observation directe ou participante nous a conduit à participer aux réunions et conférences pour glaner les informations auprès de nos interlocuteurs.

Les critères de choix des personnes contactées pour fournir les informations à cette étude étaient de deux ordres : selon l'appartenance à une des composantes du système politique congolais ou soit selon le critère de l'échantillonnage accidentel des informateurs. En effet, les enquêtés devaient appartenir soit à l'Eglise catholique, soit aux institutions publiques ou partis politiques, soit aux organisations de la société civile. Ainsi, nous avons eu trente personnes que nous avons contactées pour l'entretien en raison de dix par entité (Eglise : 10 ; institutions publiques et partis politiques : 10 ; société civile : 10). Quant à l'échantillonnage accidentel, celui-ci est constitué par des personnes dont les caractéristiques n'ont pas été déterminées en fonction d'une

⁴ LUTUTALA Mumpasi, B., *Méthodes et processus de recherche en sciences sociales*, Notes de cours destinées aux apprenants de DEA, Kinshasa, 2020, p.106.

recherche antérieure, et qu'on accepte en fonction de leur disponibilité à participer à l'enquête⁵.

Nos questions ont porté sur l'opinion des enquêtés sur l'implication de l'Eglise catholique dans le champ politique congolais, l'incidence des messages des évêques sur les élections et les manifestations publiques ainsi que sur leurs idées pour l'élargissement de la participation politique citoyenne dans l'avenir.

Basée sur l'approche structuro-fonctionnaliste, cette réflexion met en évidence les rôles de l'organisation religieuse catholique dans la politique à travers *les fonctions d'intégration sociale et de contestation politique de la religion*⁶ et de « *la fonction des masses en démocratie qui n'est pas de gouverner, mais d'intimider les gouvernants* »⁷. En RD Congo, l'Eglise catholique et le peuple ont joué ces rôles que la théorie leur attribue.

Ce propos est divisé en trois points. Le premier définit le cadre conceptuel de cette étude. Le second examine l'engagement politique de l'Eglise catholique et son incidence sur la participation politique citoyenne. Enfin, le troisième analyse les résultats de la recherche.

I. CADRE CONCEPTUEL

Il est utile et indispensable qu'avant de se lancer dans une quelconque étude, l'auteur précise et clarifie les concepts utiles afin de prévenir et d'élaguer certaines équivoques.

En ce qui nous concerne, nous allons élucider les concepts de l'engagement politique, du processus de démocratisation, de participation politique citoyenne et de mobilisation sociale.

I.1. Engagement politique

Pour Ngoma Binda, *l'engagement politique consiste à prendre des initiatives, par des prises de position orales ou écrites, à émettre des idées destinées à amener les acteurs politiques directs à s'occuper des intérêts communs d'une manière jugée plus efficiente, plus rationnelle et plus raisonnable*⁸.

Cette définition nous paraît restrictive. Elle concerne le clergé. En effet, si la hiérarchie de l'Eglise catholique a manifesté son engagement politique à travers des déclarations et messages, les laïcs ou les fidèles catholiques, par contre, se sont exprimés dans leur engagement politique par des manifestations publiques et des actions de rue, à l'instar de la marche des chrétiens 16 février 1992.

⁵ LUTUTALA Mumpasi, B., *op. cit.*, p.102.

⁶ François HOUTART, *Préface*, in MWENE Batende, *Mouvements messianiques et protestation sociale. Le cas de Kitawala chez les Kumu du Zaïre*, Kinshasa, FCK, 1982, pp.7-8.

⁷ OSTROGORSKI, cité par ROSANVALLON, C. et VIVERET, P., *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977, p.132.

⁸ NGOMA Binda, *La participation politique*, Kinshasa, Ifep, 1995, p.42.

Donc, dans ce travail, nous tiendrons compte de ces deux types de manifestations d'engagement politique, à savoir : le discours sociopolitique des évêques et les marches pacifiques des laïcs catholiques. Ainsi, lorsque nous parlons de l'engagement politique de l'Église catholique en République démocratique du Congo, nous faisons allusion aux prises de position orales ou écrites des évêques catholiques sur la gestion du pays et leurs recommandations pour un changement positif ainsi qu'aux manifestations publiques organisées par le comité laïc de coordination (CLC) fondé en 1992.

I.2. Processus de démocratisation

Le processus de démocratisation peut être défini différemment. Il peut désigner *un processus graduel aboutissant à l'émergence et à l'approfondissement d'un régime démocratique*. Il peut aussi signifier *tout processus par lequel l'accès à une institution ou à un bien collectif s'élargit dans la population, d'une façon qui fait converger démocratie formelle et démocratie réelle (démocratisation de la lecture, démocratisation de l'enseignement...)*⁹.

De notre part, nous estimons que le processus de démocratisation équivaut au développement politique. Celui-ci est entendu *comme un processus visant la participation des populations dans la gestion des affaires publiques*¹⁰. Or, la démocratisation est un processus qui veut que le peuple gouverne par lui-même et pour lui-même. Donc, le processus de démocratisation serait le synonyme de développement politique.

Le processus de démocratisation comporte principalement deux phases, dont *la transition politique* et *la consolidation démocratique*. Cette division séquentielle de ce processus apparaît dans l'explication ci-dessous de Loka-ne-Kongo.

« *La démocratie est un processus. Le processus de démocratisation impose d'abord la destruction des régimes politiques dictatoriaux ; ce processus implique ensuite l'application des normes démocratiques pour la consolidation progressive de la démocratie et l'apprentissage des mécanismes de la démocratie ; et enfin le processus de démocratisation aboutit à la stabilisation du régime nouveau par l'imprégnation de toute la société dans une culture politique de large participation responsable et consciemment assumée par l'ensemble de la population* »¹¹.

Donc, la première phase dite *transitoire* est l'étape d'implémentation ou de la mise en œuvre de la démocratie par les bouleversements des structures dictatoriales par des moyens pacifiques, tandis que celle de *la consolidation* renforce des mécanismes démocratiques en élargissant la participation populaire.

⁹ NAY, O. et alii (dir.), *Lexique de science politique*, 2^e édition, Paris, Dalloz, 2011, p.137.

¹⁰ MULUMBATI Ngasha, *Sociologie politique*, Lubumbashi, Éditions Africa, 1997, p.120.

¹¹ LOKA-Ne-Kongo, *Lutte de libération et piège de l'illusion. Multipartisme intégral et dérive de l'opposition au zaïre. 1990-1997.*, Kinshasa, Presses universitaires du Congo, 2001, p.17.

I.3. Participation politique citoyenne

Dans la théorie démocratique, la participation politique renvoie à l'intervention du citoyen dans les affaires de la cité¹². De ce fait, il s'agit des citoyens qui investissent directement la sphère politique, en plus de leur implication lors du choix de leurs représentants aux institutions publiques. D'où, nous préférons parler de la participation politique citoyenne pour la différencier des autres participations politiques telles que celles des syndicats ou des Eglises.

Il existe deux formes de participation politique citoyenne : la participation politique citoyenne dite conventionnelle et celle dite non conventionnelle¹³. *La participation politique citoyenne conventionnelle s'ordonne autour de l'élection et donc de l'acte de vote, tandis que la participation politique citoyenne non conventionnelle ou protestataire a comme manifestations légales (signature d'une pétition, manifestations pacifiques, grèves) ou violentes (dégradation des bâtiments, séquestrations, destruction des documents, affrontements physiques).*

Dans cette étude, nous n'analyserons que les élections (forme conventionnelle de la participation politique citoyenne) et les manifestations pacifiques (forme non conventionnelle de la participation politique citoyenne) au regard du volume d'espace d'écriture dont nous disposons.

I.4. Mobilisation sociale

Par mobilisation sociale, on entend une action collective plus ou moins durable visant la défense d'une cause, la promotion d'intérêts matériels et/ ou symboliques, ou la réalisation de buts partagés (exemple : une grève, une mobilisation contre un projet d'urbanisme, une campagne internationale de défense des droits de l'homme¹⁴).

Il s'agit en fait de faire quitter les citoyens d'une situation de léthargie ou de torpeur vers l'activisme ou l'éveil par la sensibilisation au travers une idéologie mobilisatrice. En RD Congo, l'Eglise catholique demeure un référent idéologique de mobilisation sociale grâce aux discours des évêques de la CENCO avec des messages tels que : « *Le pays va très mal...Debout peuple congolais* », « *Pour l'amour du Congo, je ne me tairai point* », « *Libérer la démocratie !* », etc.

¹² NAY, O. et alii (dir.), *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, 2^e édition, Paris, Dalloz, 2011, p.401.

¹³ KAPANGA Mutombo, F., *Comment faire le lobbying parlementaire. Guide de la participation citoyenne à l'élaboration des lois*, 1^{ère} édition, Kinshasa, CIEDOS, 2012, pp.8-9.

¹⁴ NAY, O. et alii (dir.), *op.cit.*, p.334.

Après l'élucidation de principaux concepts de cette réflexion, nous verrons dans la suite l'incidence de l'engagement politique de l'Eglise catholique sur la participation politique citoyenne en RD Congo.

II. ENGAGEMENT POLITIQUE DE L'EGLISE CATHOLIQUE ET PARTICIPATION POLITIQUE CITOYENNE EN RD CONGO

Ici, il est question de déterminer les liens entre la participation politique citoyenne en RD Congo et l'engagement de l'Eglise catholique à travers les messages des évêques catholiques.

A ce propos, Mambi Tunga-Bau, commentant la réaction du gouvernement après la marche des chrétiens du 31 décembre 2017 et la réaction de la CENCO, écrit :

« Pour la majorité présidentielle, la CENCO devrait éviter tout discours direct ou indirect à la violence. Elle demande à la population congolaise de garder sa confiance aux institutions de la République et de ne pas céder aux manipulations des politiciens, déclarés ou non, qui l'incitent à la violence.

La CENCO observe, à la suite de ses appels constants, un éveil de conscience du peuple congolais aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, et sa détermination à prendre son destin en main »¹⁵.

Quant à Ndongala Maduku, il a exploré les interactions entre les discours des évêques et les pratiques contestataires des chrétiens en RD Congo¹⁶.

Tous ces écrits d'éminents chercheurs prouvent à suffisance qu'il existe une corrélation entre la participation politique citoyenne par des manifestations de rue en RD Congo et les messages mobilisateurs des évêques.

III. EGLISE CATHOLIQUE ET PARTICIPATION POLITIQUE CITOYENNE : ESQUISSE D'UNE VUE PRAXEOLOGIQUE

III.1. Présentation des résultats

Cette section se propose d'analyser l'impact de l'engagement politique de l'Eglise catholique sur la participation politique citoyenne en RD Congo, tel que vécu, réellement, par les acteurs sociopolitiques de l'univers politique congolais. Les résultats de nos enquêtes auprès d'un échantillon de représentants de trois composantes du système politique congolais dont les hommes d'Eglise, les acteurs politiques et les activistes de la société civile.

¹⁵ MAMBI Tunga-Bau, H., *Kleptocratie et mensonges en politique au Congo-Kinshasa. Résilience des citoyens pour sauver la République*, Louvain-la-Neuve, Academia, 2020, p.141.

¹⁶ NDONGALA Maduku, I., *Religion et politique en RD Congo. Marches des chrétiens et paroles des évêques catholiques sur les élections*, Paris, Karthala, 2016.

Tableau n° 1 : L'échantillon et ses éléments constitutifs

Catégorie	Composition	Effectifs	%
Hommes d'Eglise	Religieux, cadres laïcs, fidèles	10	33.3
Acteurs politiques	Animateurs d'institutions publiques, cadres et militants des partis politiques	10	33.3
Activistes de la société civile	Syndicalistes, défenseurs de droits humains, citoyens	10	33.3
Total		30	100

Source : Tiré de nos recherches doctorales entre 2018 et 2021.

Commentaires :

L'échantillon prélevé comporte 33,3% des interrogés venant de l'Eglise, 33,3% des acteurs politiques et 33,3% de la société civile.

Tableau n°2 : La répartition des enquêtés selon la motivation de l'engagement de l'Eglise catholique dans le processus de démocratisation en RDC

Question : *Selon vous, pourquoi l'Eglise catholique s'est-elle engagée dans le processus de démocratisation en RD Congo ?*

Voici les réponses obtenues.

N°	Opinions	Effectifs	%
1	Par le fait de la doctrine sociale de l'Eglise	6	20
2	Par le déficit de leadership de certains acteurs sociaux et politiques	8	26,6
3	Par la quasi-démission de l'Etat de ses missions envers la population	10	33,3
4	Pour s'imposer sur d'autres religions	4	13,3
5	Pour dominer l'Etat	2	6,6
Total		30	100

Commentaires :

Ce tableau indique que 33,3 des enquêtés estiment que l'Eglise catholique s'est engagée dans la politique suite au désengagement de l'Etat de ses obligations envers le peuple, contre 26,6 % qui l'attribuent au manque de leadership des acteurs politiques et sociaux. Les autres évoquent d'autres motifs indiqués dans le tableau.

Tableau n°3 : Opinions des enquêtés sur le niveau de participation politique citoyenne en RDC

Question : À quel niveau situez-vous la participation politique citoyenne en RD Congo ?

N°	Opinions	Effectifs	%
1	Inexistant	5	16,6
2	Moyen	18	60
3	Faible	4	13,3
4	Acceptable	2	6,6
5	excellent	1	3,3
Total		30	100

Commentaires :

Les résultats ci-haut indiquent que la majorité d'interrogés jugent le niveau de participation politique citoyenne moyen, soit 60% contre les 40% répartis dans d'autres niveaux.

Tableau n°4 : Opinions des enquêtés sur le relèvement du niveau de participation politique citoyenne en RDC

Question : Est-ce que reconnaissez-vous que le niveau de participation politique citoyenne a-t-il augmenté avec l'intervention de l'Eglise catholique dans la politique en RD Congo ?

N°	Opinions	Effectifs	%
1	Oui	20	66,6
2	Non	2	6,6
3	Pas de réponse	1	3,3
4	Oui et non	4	13,3
5	Non et oui	3	10
Total		30	100

Commentaire :

La majorité de nos enquêtés reconnaissent le relèvement du niveau de participation suite à l'action politique de l'Eglise catholique en RD Congo, soit 66,6 %.

Tableau n°5 : Opinions des enquêtés sur les activités de l'Eglise catholique qui ont contribué au relèvement du niveau de la participation politique citoyenne en RDC

Question : À quelle activité de l'Eglise catholique attribuez-vous le relèvement du niveau de la participation politique citoyenne en RD Congo ?

N°	Opinions	Effectifs	%
1	Education électorale et civique	10	33,3
2	Mobilisation sociale par les messages des évêques	15	50
3	Assistance des nécessiteux	2	6,6
4	Diplomatie religieuse	0	0
5	Médiation dans les dialogues politiques	3	10
Total		30	100

Commentaires :

Les données du tableau ci-dessus renseignent que 50% des enquêtés attribuent à la mobilisation sociale le succès de l'action de l'Eglise catholique sur la participation politique citoyenne en RD Congo contre 33,3% à l'éducation civique et électorale.

Tableau n°6 : Opinions des enquêtés sur les perspectives de l'élargissement de la participation politique citoyenne en RDC

Question : Comment pourrait-on accroître et élargir la participation politique citoyenne en RD Congo ?

N°	Opinions	Effectifs	%
1	Associer l'Eglise catholique à côté de l'Etat	15	50
2	Séparer l'Eglise et l'Etat	1	3,3
3	Faire appel aux partis politiques	7	23,3
4	Recourir à la société civile laïque	5	16,6
5	Engagement exclusif de l'Etat	2	6,6
Total		30	100

Commentaires :

La grande majorité de nos enquêtés, soit 50%, souhaitent la coopération entre l'Etat et l'Eglise catholique dans la mobilisation sociale pour élargir la participation politique citoyenne en RD Congo.

III.2. Analyse et interprétation des résultats

Il ressort de cette étude que l'action de l'Eglise catholique dans le processus de démocratisation a impacté positivement la participation politique citoyenne en RD Congo, notamment à travers ses activités de la mobilisation sociale et de l'éducation électorale et civique.

Cependant, il est admis que ce niveau de participation demeure un moyen incontournable afin de permettre au peuple de se prendre réellement en charge en devenant maître de son destin et à intimider effectivement les gouvernants pour qu'ils orientent les politiques publiques en sa faveur. Le peuple devra quitter l'état de la culture politique passive à celui de la culture politique participante suite à l'action de sensibilisation permanente à réaliser par l'élite.

Pour ce faire, l'étude montre que les interrogés ont souhaité que l'Etat associe l'Eglise catholique dans le processus d'élargissement de la participation politique citoyenne eu égard à son succès dans le passé dans la mobilisation sociale et l'éducation civique.

CONCLUSION

La République démocratique du Congo traverse une crise multiforme qui la maintient dans le sous-développement politique. Celui-ci se caractérise par la moindre participation politique des citoyens dans la gestion des affaires du pays.

Dans cette étude, nous nous sommes donné de la peine pour réfléchir sur la possibilité de combler ce déficit de participation politique citoyenne en RD Congo. Pour ce faire, nous avons recouru à l'expérience de l'engagement politique de l'Eglise catholique dans le processus congolais de démocratisation pour trouver la recette afin de permettre de hisser et d'élargir le niveau de participation en RD Congo.

Ainsi, nous recommandons comme remède au problème de déficit participatif populaire le partenariat stratégique entre l'Etat et l'Eglise catholique afin d'accroître le niveau de participation politique des citoyens dans la gestion des affaires publiques en RD Congo.

En effet, l'étape de la consolidation démocratique étant délicate plus délicate, elle nécessite la conjugaison d'efforts de plusieurs acteurs sociaux et politiques. C'est dans cette perspective que nous recommandons le partenariat Etat et Eglise catholique pour la consolidation de la démocratie en RD Congo au regard des acquis obtenus suite à l'engagement politique de l'Eglise catholique et des autres forces sociales et politiques du changement.

Ce partenariat Etat et Eglise catholique pourrait tourner autour des axes ci-après :

- l'amélioration de la communication politique des dirigeants et son amplification par le biais des diocèses et paroisses ;
- l'éducation politique et électorale des masses à travers des structures de base l'Eglise catholiques (Paroisses, Communautés ecclésiales vivantes) ;
- la lutte pour la bonne gouvernance et l'instauration d'un Etat de droit, à travers la moralisation de la vie publique et la défense des droits humains.

Ainsi, un éventuel partenariat de développement entre l'Eglise et l'Etat pourrait mettre à profit la capacité mobilisatrice des leaders religieux afin de permettre une plus grande participation des congolais aux différents projets de développement initiés par les gouvernants. En effet, l'Eglise catholique dispose de nombreux atouts dont l'Etat pourrait en profiter, tels que : sa crédibilité auprès de l'opinion, son ancrage historique, sa présence sur tout le territoire

national, ses infrastructures socioéconomiques, ses relations avec la communauté internationale, l'appui moral du Vatican, etc.¹⁷

Enfin, nous laissons cette réflexion de Basile Osokonda Okenge qui pourrait convaincre les sceptiques.

« Nous nous retrouvons dans notre pays devant des problèmes pour lesquels visiblement l'État est en train de montrer ses limites au point que nous ne pouvons qu'envisager d'autres voies de sortie dans ses relations avec le spirituel. Ainsi que nous le savons, les Églises et autres associations sans but lucratif ne fonctionnent que sur la base des autorisations légales. C'est donc cette base juridique qui définit et qui devait consacrer un partenariat harmonieux entre l'État (pouvoir temporel) et l'Église (pouvoir spirituel) pour le bien de tous.

C'est pourquoi nous pensons que si les textes réglementaires pouvaient réellement et honnêtement faire des Églises chrétiennes leur partenaire, sans ingérence nocive, celles-ci peuvent positivement jouer leur rôle vis-à-vis de l'État dans la bonne gouvernance¹⁸.

Cette collaboration n'enfreint en rien le principe de la laïcité de l'Etat. La séparation étanche entre l'Etat et l'Eglise n'existant plus actuellement, le partenariat public-privé est actuellement recommandé dans le cadre de développement.

¹⁷ FWANGI Lufunda, H., *La contribution de l'Eglise catholique au développement sociopolitique en République Démocratique du Congo (1990-2006). Analyse et perspectives*, Mémoire de DEA, SPA, UNIKIN, Année académique 2016-2017.

¹⁸ OSOKONDA Okenge, B., « Deux hypothèses pour relativiser la thèse de la surchristianisation à Kinshasa », in SHOMBA Kinyamba, S. (dir.), *Les spiritualités du temps présent*, Kinshasa, MES, 2012, pp.131-133.

BIBLIOGRAPHIE

- FWANGI Lufunda, H., *La contribution de l'Eglise catholique au développement sociopolitique en République Démocratique du Congo (1990-2006). Analyse et perspectives*, Mémoire de DEA, SPA, UNIKIN, Année académique 2016-2017.
- KAPANGA Mutombo, F., *Comment faire le lobbying parlementaire. Guide de la participation citoyenne à l'élaboration des lois*, 1^{ère} édition, Kinshasa, CIEDOS, 2012.
- LOKA-Ne-Kongo, *Lutte de libération et piège de l'illusion. Multipartisme intégral et dérive de l'opposition au Zaïre. 1990-1997*, Kinshasa, Presses universitaires du Congo, 2001.
- LUTUTALA Mumpasi, B., *Méthodes et processus de recherche en sciences sociales*, Notes de cours destinées aux apprenants de DEA, Kinshasa, 2020.
- MABI Mulumba, *Les dérives d'une gestion prédatrice. Le cas du Zaïre devenu République Démocratique du Congo*, Kinshasa, CEDI, 2002.
- MULUMBATI Ngasha, *Sociologie politique*, Lubumbashi, Éditions Africa, 1997.
- MWENE Batende, *Mouvements messianiques et protestation sociale. Le cas de Kitawala chez les Kumu du Zaïre*, Kinshasa, FCK, 1982.
- NAY, O. et alii (dir.), *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, 2^e édition, Paris, Dalloz, 2011.
- NDONGALA Maduku, I., *Religion et politique en RD Congo. Marches des chrétiens et paroles des évêques catholiques sur les élections*, Paris, Karthala, 2016.
- NGOMA Binda, *La participation politique*, Kinshasa, IFEP, 1995.
- ROSANVALLON, C. et VIVERET, P., *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil, 1977.
- SHOMBA Kinyamba, S. (dir.), *Les spiritualités du temps présent*, Kinshasa, MES, 2012.